

le monitoring de la pauvreté en Valais, qui a confirmé qu'une partie de la population est en grande difficulté. Si on prend les familles monoparentales, 26% d'entre elles sont à risque de tomber dans la pauvreté. La protection sociale est donc plus que jamais d'actualité. D'autres thèmes peuvent aussi être mis en lumière en fonction de la modification de textes législatifs fédéraux ou internationaux, comme la question du handicap en raison d'une convention des Nations unies sur les droits des personnes en situation de handicap. En Valais, nous venons de mettre nos lois cantonales en conformité avec cette convention. C'est donc bien l'actualité qui détermine l'importance de chacun de ces dossiers.

Une partie de la population estime qu'on en fait trop, que le social est devenu de l'assistanat et que cet assistanat ne profite pas forcément aux bonnes personnes. Que répondez-vous à ces critiques?

Cela me fait penser à cette caricature d'un homme se réservant les 90% d'un gâteau et qui accuse un de ceux qui cherchent à attraper quelques miettes des 10% restants de voler la part des autres dans le même cas que lui. C'est ce type de discours que les mouvances d'extrême droite pratiquent pour monter les gens les uns contre les autres. Ces mouvances sont en fait les défenseurs des puissants, pas des gens modestes. Et puis il n'y a pas de précarité plus douloureuse qu'une autre. La solidarité doit s'appliquer à tous. Notre pays s'est construit sur la cohésion sociale. Personne n'est à l'abri d'un gros pépin, d'un accident, de la perte de son travail. Il faut pouvoir compter sur le filet social pour ne pas tomber. La Suisse s'est fondée là-dessus. Dans le préambule de la Constitution, il est écrit que la valeur d'une société se mesure au bien-être du plus faible de ses membres.

Quel est le meilleur moyen de faire la promotion d'une société solidaire dans un monde où le chacun pour soi semble parfois gagner du terrain?

Communiquer et communiquer encore. Il faut rappeler notamment que la pau-

Le Palais du gouvernement valaisan (en arrière-plan), tout récemment rénové, est voisin de l'immeuble du DSSC de Mathias Reynard.

«Veillons à ce que la Suisse reste un modèle de démocratie et de richesse partagée»



Le bureau du chef de la Culture est égayé avec des tableaux de peintres valaisans, dont certains très audacieux celui-ci de François Boson.

vreté et que le risque de pauvreté existent en Suisse même si c'est encore tabou. Certes, moins de 2% de la population se retrouve à l'aide sociale, mais il y a beaucoup plus de gens qui se situent juste en dessus de ce seuil et qui ont aussi besoin d'aide. Il faut des politiques sociales et familiales qui aident ces classes populaires et moyennes inférieures.

Avez-vous le sentiment que la précarité est en progression en Suisse?

Les indicateurs sont plutôt bons actuellement. Mais cette prospérité partagée est un équilibre fragile. En Valais, nous

avons augmenté les subsides de primes maladie et 90 000 personnes touchent aujourd'hui des aides, soit un quart de la population. Nous avons augmenté aussi les allocations familiales et facilité l'accès aux soins dentaires. Tout cela change le quotidien de la population.

Où commence l'excès des aides sociales?

Le filet social serait excessif s'il permettait de vivre aussi bien que si on travaillait. Mais en Suisse, on en est extrêmement loin de ce scénario. Bien sûr, nous trouverons toujours un fraudeur aux aides sociales. Mais on en trouve aussi parmi les grosses fortunes pour tricher

